

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTUOSE COMBAT VENTUOSE
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-quatre et le huit avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
8 avril 2024**

Date de convocation : 26 mars 2024

Mise en ligne le : 2 avril 2024

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 46 (jusqu'à la délibération n°47-28) ; 47 (à partir de la délibération n°48-28)

Nombre de votants : 56

Nombre d'absents : 4

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°48-24) **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT - Alain BELHOMME à Franck DUPAS - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Jean-François SENAC à Jaouad ZIATI - Véronique MENCARELLI à Jacqueline BOUYAC - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS- Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Georges MICHEL à Catherine RIMBERT - Patrice FLAGEAT à Anne-Marie BARDET - Alexandre KORMANYOS à Dominique PLANCHER.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Claude MELQUIOR - François ILLE - Patricia OLIVERO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jérôme BOULETIN

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°52-24

Objet : modification du tableau des effectifs

Conseil communautaire du 8 avril 2024
Délibération n°52-24
Objet : modification du tableau des effectifs

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 26 mars 2024,

Considérant que dans le cadre de la reconfiguration du quai de transfert de Caromb, une transformation d'un poste de conducteur de poids-lourds spécialité packmat, pourvu en application du 2° de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique par un agent contractuel, en un poste de référent du quai de transfert de Caromb est nécessaire ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans ;

Considérant qu'il convient de transformer un poste d'agent de valorisation des déchets polyvalent en un poste de référent du quai de transfert de Loriol, pourvu en application du 2° de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique par un agent contractuel ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans ;

Considérant que la refonte du système de collecte actuel en vue de son optimisation impacte l'organisation et le mode de fonctionnement du service avec notamment la mise en place de Points d'Apport Volontaire (PAV) dans les communes membres de moins de 1 000 habitants, rendant nécessaire d'une part la transformation de deux postes de ripeur en deux postes d'agent de nettoyage des PAV et d'autre part la transformation du poste de conducteur de poids lourds spécialité grue – polyvalent pour prendre en compte l'évolution du métier ; qu'il convient pour cela :

- d'autoriser le recours à deux contrats pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux pour pourvoir les emplois d'agent de nettoyage des PAV ;
- de modifier le poste de conducteur de poids lourds spécialité grue-polyvalent en ouvrant la carrière au grade d'agent de maîtrise ;

Considérant que suite aux départs de deux techniciens de proximité, dont un agent appartenant aux effectifs de la Ville de Carpentras et mis à disposition de la CoVe- Direction de l'innovation numérique du territoire de la CoVe, il convient, en vue de pourvoir leur remplacement :

- de créer un poste de technicien de proximité ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux et des techniciens territoriaux, catégories C et B, à temps complet,
- d'autoriser le recours à deux contrats pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux ;

Considérant que dans le cadre du départ à la retraite du gérant du camping Le Brégoux à Aubignan en avril 2025 avec un départ effectif en novembre 2024, son remplacement est nécessaire du 1^{er} décembre 2024 jusqu'au 31 décembre 2026 ; que l'adjoint en poste a été retenu pour assurer les missions de gérant du camping, et qu'il convient pour cela :

- de transformer le poste d'adjoint au gérant du camping en un poste de gérant du camping à temps complet et de l'ouvrir au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe ;
- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique jusqu'au 31 décembre 2026 dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;

Considérant qu'afin de pourvoir le poste d'agent d'accueil suite au départ de l'agent en poste, il convient :

- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un fonctionnaire serait infructueux ;

Considérant qu'afin d'anticiper le départ à la retraite d'un mécanicien et de permettre un temps de formation à son successeur, un recrutement est en cours ; il convient pour cela :

- de créer un poste de mécanicien ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégories C, à temps complet,
- d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux ;

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°160-21 en date du 4 octobre 2021 pour un poste de chargée de communication relations citoyennes pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un.e fonctionnaire serait infructueux ;

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°74-21 en date du 28 juin 2021 pour un poste de coordinatrice des médiateurs du tri pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un.e fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°74-21 en date du 28 juin 2021 pour un poste d'assistante petite enfance pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un.e fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à deux contrats, donnée par le conseil de communauté par délibération n°74-21 en date du 28 juin 2021 pour un poste d'agent d'entretien et un poste d'agent de distribution des repas en structure multi-accueil pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à deux contrats pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un.e fonctionnaire serait infructueux.

Considérant que l'autorisation de recourir à un contrat, donnée par le conseil de communauté par délibération n°160-21 en date du 4 octobre 2021 pour un poste de secrétaire et assistante du service culture et patrimoine pour une période initiale de 3 ans arrive à expiration ; qu'il convient donc :

- d'autoriser le renouvellement de l'autorisation de recourir à un contrat pris sur le fondement du 2°) de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement d'un.e fonctionnaire serait infructueux.

Entendu le rapport du vice-président délégué aux ressources humaines,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CREER au tableau des effectifs les emplois suivants :

- 1 poste de mécanicien à temps complet ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;
- 1 poste de technicien de proximité à temps complet ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) et au grade de technicien territorial (catégorie B) ;

Article 2 : DE TRANSFORMER au tableau des effectifs les emplois suivants :

- 10 postes de conducteurs poids lourds spécialité benne- grue polyvalent ouverts au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux et au grade d'agent de maîtrise à temps complet ;
- 1 poste d'adjoint au gérant du camping à temps non complet (28/35) ouvert au grade d'adjoint technique principal de 2^e classe en un poste de gérant du camping à temps complet ouvert au grade d'adjoint administratif principal de 2^e classe ;

Article 3 : D'AUTORISER le recours à 9 contrats pris sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code de la fonction publique pour une durée maximale de trois ans pour pourvoir les emplois suivants dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux :

- 1 référent du quai de transfert de Caromb à temps complet – cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;
- 1 référent du quai de transfert de Lorient à temps complet - cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;
- 2 agents de nettoyage des PAV à temps complet - cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;
- 2 techniciens de proximité à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) et au grade de technicien (catégorie B) ;
- 1 gérant du camping à temps complet – grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe (catégorie C) ;
- 1 agent d'accueil à temps complet – cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ;
- 1 mécanicien à temps complet – cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ;

Article 4 : D'AUTORISER le renouvellement des autorisations de recourir à 6 contrats pris sur le fondement de l'article L332-8 du code général de la fonction publique pour une durée maximale de 3 ans dans le cas où le recrutement de fonctionnaires serait infructueux pour les emplois suivants :

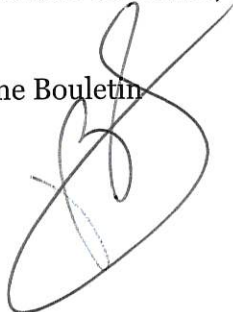
- 1 poste de chargé de communication relations citoyennes à temps complet, grade de rédacteur territorial (catégorie B) ;
- 1 poste de coordonnateur des médiateurs du tri à temps complet, grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 1 poste d'assistant petite enfance à temps complet, grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 1 poste d'agent d'entretien en structure multi-accueil, grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 1 poste d'agent de distribution des repas en structure multi-accueil, grade d'adjoint technique territorial (catégorie C) ;
- 1 poste de secrétaire et assistante du service culture et patrimoine, grade d'adjoint administratif territorial (catégorie C) ;

Article 5: DE FIXER la rémunération des contrats visés aux articles 3 et 4 par référence aux grilles indiciaires rattachées aux grades afférents et avec la possibilité de bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ces fonctions.

Article 6: Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

le secrétaire de séance,

Jérôme Boulet



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr